

Nouvelle enquête contre le chef des socialistes roumains

Liviu Dragnea est accusé d'avoir détourné 21 millions d'euros

BUCAREST - correspondant

Ses proches l'appellent « Daddy », surnom qu'il apprécie car il joue souvent au père protecteur avec ses collègues. Mais Liviu Dragnea, le chef du parti au pouvoir en Roumanie, le Parti social-démocrate (PSD), a aujourd'hui besoin d'être protégé. Lundi 13 novembre, il a été convoqué au siège du parquet national anticorruption (DNA), car il fait l'objet d'une enquête pénale.

Il est accusé d'avoir détourné 21 millions d'euros de fonds européens destinés à des projets d'infrastructures. Huit autres personnes sont visées par cette enquête qui secoue l'échiquier politique, et vise aussi la société Tel Drum, qu'il est suspecté de diriger dans l'ombre. Abus de pouvoir, détournement de fonds européens, emplois fictifs, faux et usage de faux sont les principales accusations à l'encontre de l'homme fort de Bucarest. Cette annonce tombe alors que la société civile connaît un regain de mobilisation contre de nouveaux projets destinés à affaiblir la lutte anticorruption menés par le gouvernement, contrôlé en coulisses par M. Dragnea.

En février, des manifestations d'une ampleur inédite depuis la fin du communisme avaient poussé M. Dragnea à retirer des

« Il s'agit d'une attaque contre les dirigeants du Parti social-démocrate »

LIVIU DRAGNEA

ordonnances qui lui auraient assuré l'annulation de son procès dans un autre dossier de corruption. « Je ne suis pas coupable, a-t-il déclaré lundi à la sortie du DNA. Il s'agit d'une attaque contre les dirigeants du Parti social-démocrate. » Des milliers de hauts fonctionnaires, ministres, députés, sénateurs et maires se sont retrouvés derrière les barreaux, en criant aux procès politiques, depuis qu'une poignée de jeunes procureurs ont entamé une opération « mains propres » contre la corruption politique.

Mais cette fois, l'enquête pénale ne trouve pas son origine en Roumanie mais dans les bureaux de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) de Bruxelles, chargé de contrôler les fonds européens dans les pays membres de l'Union européenne. « L'action du parquet national anticorruption est le résultat de deux investigations menées par l'OLAF sur des projets financés par le Fonds européen de

développement régional pour la construction de routes en Roumanie. Ces investigations se sont achevées en mai et en septembre 2016 », explique l'OLAF dans un communiqué publié après l'audition de M. Dragnea.

Saisis par l'organisme de contrôle européen, les procureurs roumains ont entamé leur propre enquête. « Depuis 2001, le suspect Liviu Dragnea a mis en place un groupe criminel dont le but a été de détourner les fonds publics et européens au moyen de l'évasion fiscale, du blanchiment d'argent et d'abus de pouvoir », affirme le communiqué du DNA.

Le compte à rebours semble avoir commencé pour l'homme qui rêvait d'être premier ministre et candidat à l'élection présidentielle de 2019. Dans les coulisses du parti, nombre de sociaux-démocrates parlent de sa démission, car les aventures pénales de « Daddy » risquent d'affecter irrémédiablement l'image du parti. M. Dragnea a déjà été condamné en avril 2016 à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Il est actuellement en procès pour un détournement de fonds publics.

Son ascension a commencé dans les années 1990. En 1996, le modeste ingénieur est nommé préfet de son département de Teleorman, dans le sud de la Rou-

manie, connu pour sa pauvreté. En 2000, lorsque le Parti démocrate perd les élections, il s'inscrit chez ses adversaires sociaux-démocrates. Il est nommé président du conseil départemental de Teleorman en 2002, élu député en 2012, un an plus tard il prend les rênes du PSD. Entretiens, il s'était fait construire dans son département une somptueuse demeure qui contraste avec la pauvreté de sa région.

« Bon exemple de coopération »

Après la victoire du PSD aux élections législatives fin 2016, Liviu Dragnea n'avait pu être nommé premier ministre et avait dû se contenter de la présidence de la Chambre des députés. La loi roumaine interdit en effet à un condamné pénal d'occuper un poste de haut fonctionnaire. La nouvelle enquête, qui vise un détournement de fonds européens, pourrait lui coûter plus cher puisque Bruxelles lui demande de restituer 21 millions d'euros.

« Cette investigation est un bon exemple de coopération entre l'OLAF et les autorités nationales, se félicite Nicholas Ilett, le directeur de l'Office antifraude. Nous espérons que les investigations menées par l'OLAF vont produire des effets dissuasifs forts. » ■

MIREL BRAN